

Mobilisation de l'État pour le climat ? 233 experts supprimés au budget 2018 ! Comprenez qui pourra...

5 décembre 2017



COMMUNIQUE DE PRESSE

Mobilisation de l'État pour le climat ? 233 experts supprimés au budget 2018 ! Comprenez qui pourra...

Le 12 décembre, la France organise un Sommet international sur le climat. Pourtant, le ministère de la Transition écologique et solidaire est dans la ligne de mire des coupes budgétaires décidées par le gouvernement ! En France, les moyens ne suivent pas pour lutter contre le changement climatique.

Le 12 décembre, devant le siège de Météo-France, de l'IGN, du CEREMA Ile-de-France, 233 météorologues, cartographes et experts des risques et de l'aménagement seront rassemblés. 233 comme le nombre minimum de postes supprimés en 2018 dans ces trois Établissements publics.

Dans le contexte de changement climatique, de menaces sévères liées aux événements météorologiques et face à la nécessité de protéger les territoires, on pourrait s'attendre à une volonté politique forte de maintenir à minima les moyens des établissements compétents, Météo-France, le CEREMA et l'IGN, pour leur permettre d'assurer leurs missions.

Il n'en est rien puisque « Action Publique 2022 » s'impose à ces Établissements et que des suppressions de missions sont en cours d'arbitrage. Cette démarche pourrait les restructurer et supprimer de nombreux emplois au cours de ces 10 prochaines années. Le projet du gouvernement prévoit de supprimer 233 emplois en 2018 dans ces trois Établissements publics, qui font suite aux 218 suppressions de 2017, et cela se poursuivrait chaque année jusqu'en 2022.

Cette politique est l'une des plus contraignantes au sein du ministère de la Transition écologique et solidaire !

Dans ces conditions, avec la suppression de plus de 1150 postes supplémentaires d'ici 2022, c'est la question de la pérennité et de l'efficacité de l'IGN, de Météo-France et du CEREMA qui est posée. Après la démission du Président du CA du CEREMA début octobre, c'est son Directeur général qui démissionne le 4 décembre.

La sensibilité de la société aux évolutions climatiques et aux événements météorologiques se renforce, les besoins permanents et nouveaux d'informations géographiques et forestières de qualité comme la capacité de l'État d'apporter son concours à la gestion des risques et des crises, ainsi qu'à l'aménagement du territoire, sont en cause. Comment ne pas s'inquiéter de la qualité du service rendu aux citoyens, aux collectivités, aux entreprises et de la capacité de la France et de son État de maîtriser les évolutions et de répondre aux enjeux des évolutions climatiques : anticipation, connaissance du territoire et capacité d'agir ?

La volonté de reconfigurer le réseau des antennes locales, avouée pour le CEREMA et Météo-France, à l'énorme coût pour l'IGN mettrait gravement en cause la capacité des organismes à répondre au plus près des décideurs locaux et des populations. Quel accompagnement pour les décideurs locaux ?

Pendant le One Planet Summit (Sommet international sur le climat), qui a lieu ce 12 décembre à l'île Segnan (92), les agents de l'IGN, de Météo-France et du CEREMA se mobilisent.

Ils demandent des moyens pour assurer leurs missions. La justice climatique ne doit pas être trahie !

Vous pouvez retrouver les représentants de l'intersyndicale et l'ensemble des manifestants le mardi 12 décembre entre 11h30 et 14h devant le siège de Météo-France et de l'IGN :
73, avenue de Paris - Saint Mandé (94)

Paris, le 6 décembre 2017

Contact de l'intersyndicale CGT-FO-Solidaires-UNSA :

FNEE-CGT : Nicolas BAILLE - Portable : 06 62 30 43 61 / nbaille@cgt.fr

FEETS-FO : Laurent JANVIER - Portable : 06 27 31 17 68 / laurentjanvier@foets.fr

Solidaires : José CHEVALIER - Portable : 06 52 28 31 75 / jos.chevalier@gmail.com

UNSA-DD : Daniel PUTGMAL - Portable : 06 82 30 13 67 / developpement.durable@unsa.org



COMMUNIQUE DE PRESSE

Mobilisation de l'État pour le climat ?

233 experts supprimés au budget 2018 ! Comprenne qui pourra...

Le 12 décembre, la France organise un Sommet international sur le climat. Pourtant, le ministère de la Transition écologique et solidaire est dans la ligne de mire des coupes budgétaires décidées par le gouvernement ! En France, les moyens ne suivent pas pour lutter contre le changement climatique.

Le 12 décembre, devant le siège de Météo-France, de l'IGN, du CEREMA Ile-de-France, 233 météorologues, cartographes et experts des risques et de l'aménagement seront rassemblés. 233 comme le nombre minimum de postes supprimés en 2018 dans ces trois Établissements publics.

Dans le contexte de changement climatique, de menaces sévères liées aux événements météorologiques et face à la nécessité de protéger les territoires, on pourrait s'attendre à une volonté politique forte de maintenir a minima les moyens des établissements compétents, Météo-France, le CEREMA et l'IGN, pour leur permettre d'assurer leurs missions.

Il n'en est rien puisque « Action Publique 2022 » s'impose à ces Établissements et que des suppressions de missions sont en cours d'arbitrage. Cette démarche poursuit les restructurations et suppressions de nombreux emplois au cours de ces 10 dernières années. Le projet du gouvernement prévoit de supprimer 233 emplois en 2018 dans ces trois Établissements publics, qui font suite aux 218 suppressions de 2017, et cela se poursuivrait chaque année jusqu'en 2022.

Cette politique est l'une des plus contraignantes au sein du ministère de la Transition écologique et solidaire !

Dans ces conditions, avec la suppression de plus de 1150 postes supplémentaires d'ici 2022, c'est la question de la pérennité et de l'efficacité de l'IGN, de Météo-France et du CEREMA qui est posée. Après la démission du Président du CA du CEREMA début octobre, c'est son Directeur général qui démissionne le 4 décembre.

La sensibilité de la société aux évolutions climatiques et aux événements météorologiques se renforce, les besoins permanents et nouveaux d'informations géographiques et forestières de qualité comme la capacité de l'État d'apporter son concours à la gestion des risques et des crises, ainsi qu'à l'aménagement du territoire, sont en cause. Comment ne pas s'inquiéter de la qualité du service rendu aux citoyens, aux collectivités, aux entreprises et de la capacité de la France et de son État de maîtriser les évolutions et de répondre aux enjeux des évolutions climatiques : anticipation, connaissance du territoire et capacité d'agir ?

La volonté de reconfigurer le réseau des antennes locales, avérée pour le CEREMA et Météo-France, à l'étude pour l'IGN mettrait gravement en cause la capacité des organismes à répondre au plus près des décideurs locaux et des populations. Quel accompagnement pour les décideurs locaux ?

Pendant le One Planet Summit (Sommet international sur le climat), qui a lieu ce 12 décembre à l'île Seguin (92), les agents de l'IGN, de Météo-France et du CEREMA se mobilisent.

Ils demandent des moyens pour assurer leurs missions. La justice climatique ne doit pas être bradée !

**Vous pourrez retrouver les représentants de l'intersyndicale et l'ensemble des manifestants le mardi 12 décembre entre 11h30 et 14h devant le siège de Météo-France et de l'IGN :
73, avenue de Paris – Saint Mandé (94)**

Paris, le 6 décembre 2017

Contacts de l'intersyndicale CGT-FO-Solidaires-UNSA :

FNEE-CGT : Nicolas BAILLE - Portable : 06 62 30 45 61 / nbaille@cgt.fr

FEETS-FO : Laurent JANVIER – Portable : 06 27 31 17 68 / ljavier@feets-fo.fr

Solidaires : José CHEVALIER - Portable : 06 52 28 31 75 / jaz.chevalier@gmail.com

UNSA-DD : Daniel PUGMAL – Portable : 06 82 30 13 67 / developpement.durable@unsa.org

- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Actualités >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/Mobilisation-de-l-Etat-pour-le-climat-233-experts-supprimees-au-budget-2018>